



Bonjour Staff, voici votre e-revue juridique hebdomadaire IP World.

L'équipe de rédaction vous présente ses vœux et vous remercie sincèrement de votre fidélité tout au long de cette année compliquée en raison du contexte sanitaire Covid-19. IP World offre désormais la signature électronique 100% sécurisée (Adobe Sign) à chacun de ses abonnés. C'est simple et très efficace, [cliquez-ici pour en profiter](#).

Audiovisuel | Cinéma

Contester un refus d'aide du CNC

L'attribution d'une aide financière sélective aux entreprises de production pour les documentaires de création ne constitue pas un droit pour les entreprises qui en remplissent les conditions. Pour prendre sa décision, il appartient au président du Centre national du cinéma et de l'image animé d'apprécier notamment la qualité artistique du projet présenté.



Lire

Accès à la publicité audiovisuelle régionale

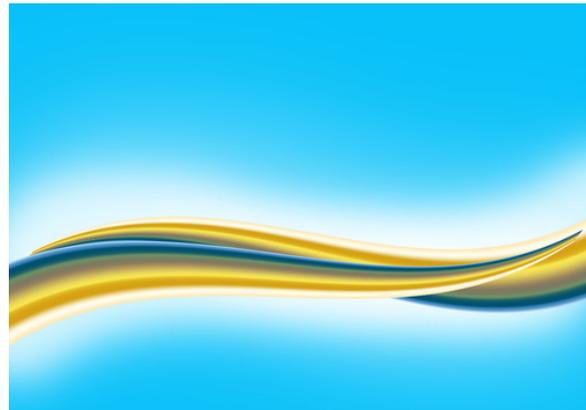


Selon la CJUE, si la liberté des médias dont bénéficient les organismes de radiodiffusion télévisuelle nationaux privés et non subventionnés est limitée en ce qu'il leur est interdit de diffuser de la publicité régionale dans le cadre de la diffusion de programmes à portée nationale, il ne s'agit que d'une méthode de diffusion de publicité et, partant, que d'une source de revenus parmi d'autres pour ces opérateurs. Cette interdiction n'est pas contraire à la liberté d'expression.

[Lire](#)

CDD d'usage : nullité d'une clause de non concurrence

CDD d'usage, Nullité d'une clause de non concurrence, Contrepartie de la Clause de non concurrence, Clause de non concurrence

[Lire](#)

Audiovisuel : le calcul de l'indemnité de fin de collaboration



Le salarié recruté en CDD d'usage a le droit à une indemnité de fin de collaboration en application de l'article 4.7 de l'accord du 29 novembre 2007. Lorsque la collaboration entretenue dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de travail à durée déterminée d'usage s'étend sur une période minimum de 2 ans

Lire

Presse | Edition

Cession de droits d'auteur et travail dissimulé

Rémunérer un journaliste en droits d'auteur ne relève pas du travail dissimulé. La dissimulation d'emploi salarié n'est caractérisée que s'il est établi que l'employeur a agi de manière intentionnelle. Par ailleurs, le seul fait de la requalification de la relation contractuelle en contrat à durée indéterminée ne saurait caractériser le travail dissimulé.



Lire

Cession des droits d'auteur du journaliste



Une cession de droits d'auteur consentie par un journaliste n'est pas requalifiable en contrat de travail dès lors qu'elle ne précise que la date limite de remise du texte, l'auteur restant libre dans la réalisation de la commande et non soumis à un lien de subordination vis à vis de son employeur

Lire

Propriété intellectuelle

Redevance SPRE : le refus de déclaration de CA sanctionné

En refusant, en toute connaissance de cause, de communiquer les justificatifs de son chiffre d'affaires et de s'acquitter des redevances dues pour la diffusion de la musique dans l'établissement qu'elle exploite, une société commet une faute engageant sa responsabilité à l'égard de la SPRE, cette dernière justifiant d'un préjudice non sérieusement contestable en lien causal avec cette faute constitué par les coûts de gestion supplémentaires occasionnés par ce débiteur récalcitrant (3.000 euros au titre de dommages et intérêts).



Lire

Couverture sociale des artistes : attention aux trop-perçus

Gipsy Kings : le droit à la continuité du projet artistique

Pour départager le droit d'usage sur un nom de groupe dont les membres se sont séparés, la notion de « continuité du projet artistique du groupe » est désormais incontournable.

Lire



Commande d'oeuvres d'art : la sous-traitance chinoise légale



En l'absence de stipulation contraire de son commanditaire, un fabricant de bronzes est en droit de sous-traiter la fabrication par un prestataire chinois

Lire

Redevances de gestion collective : quelle prescription ?

La contestation par un artiste, du montant de ses redevances de gestions collective, ne suspend pas le délai de prescription visé par l'article L. 321-1 du code de la propriété intellectuelle. L'action en paiement des droits perçus et mis en répartition par l'ADAMI

Lire



Auteur d'illustrations sonores : quelle rémunération applicable ?



Les illustrations sonores ne peuvent être assimilées à des phonogrammes publiés à des fins de commerce prévus à l'article L. 214-1 du code de la propriété intellectuelle alors que ces illustrations destinées à sonoriser des programmes parlés radiophoniques ne sont pas mis à la disposition du public de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit, la publication de ces illustrations

Lire

Publicité | Marketing

Numérique | E-commerce

Preuve de l'inégalité salariale v/ Vie privée

Pour établir une inégalité salariale, un salarié ne peut obtenir, la communication, sous astreinte, des curriculum vitae, des contrats de travail et avenants, des entretiens annuels d'évaluation, des promotions, des bulletins de salaire des trois dernières

Lire



Image | Photographie

Données personnelles | RGDP

Spectacles vivants

Contrats à Télécharger

QR Juridiques

[Désinscription](#) | [Gérer mon abonnement](#)



Une question ? Un juriste vous répond

08 90 32 63 01 Service 0,80€ /min
+ prix appel

Questions / Réponses juridiques de la semaine